



Arrêt

n° 125 594 du 13 juin 2014
dans l'affaire X / I

En cause : 1. X
2. X
3. X

ayant élu domicile : X

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT DE LA 1^{ère} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 26 décembre 2012 par X, qui déclare être de nationalité guinéenne, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides prise le 27 novembre 2012.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 27 mai 2014 convoquant les parties à l'audience du 12 juin 2014.

Entendu, en son rapport, P. VANDERCAM, président.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante représentée par Me A. TYTGAT, avocat, et J.-F. MARCHAND, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits invoqués

Dans sa demande d'asile, la partie requérante expose en substance les faits suivants, qu'elle confirme pour l'essentiel en termes de requête :

« Au décès de votre père, quand vous étiez petite, votre mère s'est remariée avec votre oncle paternel et vous avez vécu chez lui à Labé. Comme votre oncle refusait que vous alliez à l'école et qu'à l'âge de 15 ans, il voulait vous marier, votre mère et vous avez quitté le domicile familial. Vous avez donc poursuivi votre scolarité et au décès de votre mère en septembre 2008, vous êtes rentrée chez votre oncle paternel à Labé. Malgré son refus, vous avez poursuivi des études universitaires en comptabilité à Conakry à partir de décembre 2008. Vous êtes tombée enceinte de votre petit ami et votre oncle est venu vous chercher à Conakry pour vous ramener chez lui. Votre oncle a refusé que vous épousiez le père de votre enfant au motif qu'il est chrétien et que la tradition interdit le mariage entre une jeune fille et le garçon qui l'a mise enceinte. A la naissance de votre fille, [M.], le 28 septembre 2009, comme votre oncle voulait que vous rameniez votre fille chez son père, vous avez entamé des négociations avec votre oncle et le chef de quartier et vous avez obtenu l'accord de votre oncle pour aller vivre dans la famille de votre petit ami avec votre enfant. Vous êtes donc restée chez votre petit ami avec votre fille pendant un an et quelques mois, puis vous êtes rentrée chez votre oncle selon les termes de l'accord

que vous aviez conclu, en laissant votre fille chez son père. De retour chez votre oncle, début 2011, il vous a annoncé son intention de vous marier. Vous êtes allée voir la police, le chef de quartier ainsi que votre soeur afin que ces personnes interviennent en votre faveur, mais en vain. Le 10 août 2011, votre oncle a organisé votre mariage à votre insu et sans votre consentement. Vous avez donc été mariée religieusement à un dénommé [E. H. K. D.], ami de votre oncle, âgé de 66 ans. Vous avez vécu chez cette personne avec votre fille et ce, malgré le refus de cet homme d'accueillir dans son foyer la fille que vous aviez eue hors mariage. En janvier 2012, la première épouse de votre mari a emmené votre fille afin qu'elle soit excisée. A son retour, votre fille saignait et vous avez entendu qu'elle devait à nouveau être excisée car l'exciseuse n'avait pas pu « tout enlever » et l'excision n'était donc pas « propre ». Vous êtes allée chez votre petit ami pour l'informer et organiser votre fuite. Vous êtes alors rentrée chez votre mari pour la nuit et vous avez pris la fuite le lendemain. Vous êtes allée vous réfugier à Kindia chez votre soeur, accompagnée de votre fille et de votre petit ami, puis chez une amie de votre soeur. Durant votre séjour à Kindia, vous êtes tombée enceinte de votre petit ami. Le 14 janvier 2012, vous avez quitté la Guinée à destination de la Belgique. Vous avez introduit une demande d'asile le 16 janvier 2012 et vous avez accouché en Belgique d'une fille, le 21 octobre 2012. »

2. Mises à la cause

Force est de constater que la demande d'asile formulée concerne plusieurs personnes distinctes, dont les craintes sont spécifiques à leur situation : d'une part, la partie requérante, qui fait état d'un mariage forcé, qui invoque des grossesses hors mariage, qui craint la ré-excision de sa première fille et qui s'oppose à l'excision de sa deuxième fille, et d'autre part, les deux filles de la partie requérante, qui ont été conçues hors mariage et qui risquent d'être respectivement ré-excisée ou excisée dans leur pays.

Dans une telle perspective, et pour rétablir la clarté dans les débats juridiques, le Conseil estime nécessaire de mettre formellement à la cause M. C. et T. D., filles de la partie requérante, et de procéder à un examen distinct des craintes respectives des intéressées.

3. Craintes de la partie requérante

3.1. Dans sa décision, la partie défenderesse conclut en substance, sur la base de motifs qu'elle détaille, à l'absence de crédibilité de la partie requérante sur plusieurs points importants du récit. Elle relève notamment ses propos peu cohérents concernant le caractère intransigeant et conservateur de son oncle, concernant le refus de ce dernier de la laisser épouser son petit ami, et concernant les circonstances dans lesquelles il a finalement décidé de la marier de force en août 2011. Elle constate enfin le caractère peu pertinent ou peu probant des documents produits à l'appui du récit.

Ces motifs sont conformes au dossier administratif et sont pertinents. Le Conseil, qui les fait siens, estime qu'ils suffisent à justifier le rejet de la demande d'asile de la partie requérante, dès lors qu'ils empêchent de conclure à l'existence, dans son chef, d'une crainte de persécution ou d'un risque réel d'atteintes graves, à raison des faits allégués.

3.2. Dans sa requête, la partie requérante n'oppose aucun argument convaincant à ces motifs spécifiques de la décision. Elle se limite en substance à rappeler certains éléments du récit - lesquels n'apportent aucun éclairage neuf en la matière -, à critiquer l'appréciation portée par la partie défenderesse - critique extrêmement générale sans réelle incidence sur les motifs précités de la décision -, et à justifier certaines lacunes relevées dans ses déclarations (elle ne parlait pas de religion avec son petit ami et ne participait pas à ses activités religieuses) - justifications dont le Conseil ne peut se satisfaire dès lors qu'en l'état actuel du dossier, les carences relevées demeurent en tout état de cause entières et empêchent de prêter foi au récit -. Elle ne fournit en définitive aucun élément d'appréciation nouveau, objectif ou consistant pour pallier les insuffisances qui caractérisent le récit, et notamment convaincre du caractère hors mariage de ses grossesses et de la réalité de son mariage forcé en août 2011, ou encore établir le bien-fondé de craintes de persécution consécutives à son opposition à l'excision ou à la ré-excision de ses deux filles. Le Conseil rappelle que le principe général de droit selon lequel « la charge de la preuve incombe au demandeur » trouve à s'appliquer à l'examen des demandes d'asile (Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, *Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié*, Genève, 1979, § 196), et que si la notion de preuve doit s'interpréter avec souplesse en la matière, il n'en reste pas moins que c'est au demandeur qu'il incombe de convaincre l'autorité qu'il remplit les conditions pour bénéficier de la protection qu'il revendique, *quod non* en l'espèce. Il en résulte que les motifs précités de la décision demeurent entiers, et empêchent à eux seuls de faire droit aux craintes alléguées. Quant aux informations générales sur la

situation prévalant dans son pays d'origine, à la législation pénale réprimant notamment l'abandon de famille, ou encore à la coupure de presse relatant la lapidation d'un couple non marié, auxquelles renvoie la requête ou qui y sont jointes (pièces 16 à 18), le Conseil constate que ces éléments n'établissent pas la réalité des problèmes que la partie requérante relate dans son chef personnel. Au demeurant, la simple invocation de rapports faisant état, de manière générale, de violations des droits de l'homme dans un pays, ne suffit pas à établir que tout ressortissant de ce pays y a une crainte fondée de persécution à raison des faits qu'il allègue : en l'espèce, la partie requérante ne formule aucun moyen accréditant une telle conclusion.

Pour le surplus, dès lors qu'elle n'invoque pas d'autres faits que ceux exposés en vue de se voir reconnaître la qualité de réfugié, et que ces mêmes faits ne sont pas tenus pour crédibles, force est de conclure qu'il n'existe pas de « sérieux motifs de croire » à un risque réel de subir, à raison de ces mêmes faits, « la peine de mort ou l'exécution » ou encore « la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants » au sens de l'article 48/4, § 2, a) et b), de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil n'aperçoit par ailleurs, dans les écrits, déclarations et documents qui lui sont soumis, aucune indication d'un risque réel de subir les atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, c), de la même loi.

Dans une telle perspective, il n'est plus nécessaire d'examiner plus avant les autres motifs de la décision attaquée et les arguments de la requête qui y seraient afférents, un tel examen ne pouvant en toute hypothèse pas induire une autre conclusion.

3.3. Au vu de ce qui précède, la partie requérante n'établit pas l'existence, dans son chef, d'une crainte de persécution ou d'un risque réel d'atteintes graves, en cas de retour dans son pays.

Les constatations faites *supra* rendent inutile un examen plus approfondi des moyens de la requête, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire d'autre conclusion quant au fond de la demande. Le Conseil rappelle à cet égard que dans le cadre de la compétence de pleine juridiction qu'il exerce au contentieux de l'asile, il est amené à soumettre l'ensemble du litige à un nouvel examen et à se prononcer par un arrêt dont les motifs lui sont propres et qui se substitue intégralement à la décision attaquée. Il en résulte que l'examen des vices éventuels affectant cette dernière au regard des règles invoquées en termes de moyen, a perdu toute pertinence.

4. Craintes des deux filles de la partie requérante

4.1. Dans sa décision, la partie défenderesse écarte en substance les craintes des deux filles de la partie requérante, sur la base des motifs et constats suivants :

- le risque de ré-excision allégué dans le chef de M. C. n'est pas établi dès lors qu'il ressort du certificat médical établi par un médecin spécialiste, qu'elle a subi une excision de type 2, ce qui, compte tenu des informations figurant au dossier administratif, empêche de conclure que sa première excision aurait été « ratée » et devrait être recommencée ;
- le risque d'excision allégué dans le chef de T. D. n'est pas établi dès lors que d'une part, il trouve son origine dans un mariage forcé dont la réalité n'est pas établie, et que d'autre part, la partie requérante est, compte tenu des informations figurant au dossier administratif, en situation de prendre les dispositions nécessaires pour protéger sa fille ;
- les menaces liées au statut d'enfants nées hors-mariage ne sont pas fondées dès lors que d'une part, elles trouvent leur origine dans un mariage forcé dont la réalité n'est pas établie, et que d'autre part, la première fille de la partie requérante a été reconnue par son père biologique dont la famille l'a accueillie dès sa naissance, ce qui, au vu des informations figurant au dossier administratif, relativise fortement la réalité et la gravité des craintes alléguées en la matière, tant pour elle-même que pour sa sœur ;

Devant le Conseil, la pertinence de cette motivation est contestée : selon la requête, le certificat médical du 30 juillet 2012 concernant M. C. n'est guère concluant quant au caractère total de l'excision constatée, tandis que le risque d'excision concernant T. D. reste entier.

4.2. En l'espèce, le Conseil note que si le certificat médical du 30 juillet 2012 concernant M. C. mentionne que le clitoris a été coupé, il ne précise cependant pas - alors que cela est expressément demandé - si cette ablation est totale ou partielle, constat qui empêche de conclure que la clitoridectomie serait complète et mettrait par conséquent l'intéressée à l'abri d'une ré-excision. Les informations figurant au dossier administratif en la matière ne fournissent par ailleurs pas de données univoques et précises sur la nature de l'excision qui pourrait être considérée comme incomplète, au regard de la pratique comme telle ou encore dans l'esprit des partisans de cette tradition. Dans la

mesure où il est incontestable que M. C. a, en tout état de cause, subi une mutilation génitale, le Conseil estime que le doute sur le caractère partiel ou total de cette excision doit en l'espèce lui profiter, de sorte que le risque de ré-excision doit être pris en considération et évalué.

Par ailleurs, il n'est pas contesté que l'excision, quel qu'en soit le type, constitue une atteinte grave et irréversible à l'intégrité physique des femmes qui la subissent. De tels actes relèvent des « *violences physiques ou mentales, y compris les violences sexuelles* » ou encore des « *actes dirigés contre des personnes en raison de leur sexe ou contre des enfants* », au sens de l'article 48/3, § 2, alinéa 2, a) et f), de la loi du 15 décembre 1980, et ils visent les femmes en tant que membres d'un groupe social au sens de l'article 48/3, § 4, d), de la même loi. Par identité de motifs, il en va de même pour toute intervention dite de ré-excision visant à compléter ou corriger une mutilation initialement effectuée.

Le Conseil retient des diverses informations figurant au dossier administratif que le taux de prévalence des MGF en Guinée se situe à un niveau extrêmement élevé (96%), ce qui implique, à tout le moins pour les jeunes filles mineures qui ne les ont pas encore subies, un risque objectif significatif, voire une quasi-certitude, d'y être soumises. Si certains facteurs peuvent certes contribuer à diminuer le niveau de risque de MGF - notamment l'âge, le niveau éducatif, la confession religieuse, l'appartenance ethnique, l'origine géographique, le statut socio-économique, l'environnement familial ou encore l'état du droit national -, une telle situation concerne statistiquement un groupe extrêmement limité de la population féminine, et relève dès lors d'une configuration exceptionnelle de circonstances. Les opinions favorables à l'abandon des MGF exprimées lors d'enquêtes doivent quant à elles être doublement tempérées : d'une part, rien n'indique que ces opinions émanent des personnes ayant le pouvoir de décision en la matière, et d'autre part, leur fiabilité doit être relativisée en tenant compte de l'éventuelle réticence à prôner le maintien de pratiques légalement interdites dans le pays. Il en résulte qu'un tel courant d'opinions ne peut pas suffire à affecter significativement la vérité des chiffres observés. Enfin, ces mêmes informations ne permettent pas de conclure que l'excision ou la ré-excision d'une fillette est laissée à la seule décision des parents, mais tendent au contraire à indiquer que d'autres acteurs sont susceptibles de se substituer à ces derniers pour prendre des initiatives néfastes en la matière. Le Conseil estime dès lors qu'en l'état des informations statistiques actuellement disponibles, le taux de prévalence des MGF en Guinée traduit un risque objectif et significativement élevé de mutilation, à tout le moins pour les jeunes filles mineures de ce pays qui n'y ont pas encore été soumises, ou pas de manière complète. Ce risque, ainsi qualifié, suffit en lui-même à fonder, dans le chef des intéressées, une crainte de persécution en cas de retour en Guinée, sauf à établir qu'à raison de circonstances exceptionnelles qui leur sont propres, elles n'y seraient pas exposées ou seraient raisonnablement en mesure de s'y opposer.

De telles circonstances exceptionnelles sont en l'espèce absentes. En effet, les deux filles de la partie requérante ont respectivement à peine quatre ans et un an, leur famille au pays est attachée aux traditions comme l'indique le fait que l'une d'elle a déjà subi une forme d'excision et que leur mère est elle-même déjà excisée, et leur mère ne présente pas un profil socio-économique tel qu'elle serait en mesure d'assurer efficacement le respect de leur intégrité physique jusqu'à leur majorité : ses parents sont tous deux décédés, elle n'a pas achevé ses études supérieures, et elle n'a jamais travaillé. Dans une telle perspective, force est de conclure que les intéressées ne sont pas à même de s'opposer à leur propre excision ou ré-excision, et que leur mère, dans la situation qui est la sienne, n'a pas de possibilité réaliste d'y parvenir avec une perspective raisonnable de succès.

S'agissant de la protection des autorités guinéennes, le Conseil est d'avis que le taux de prévalence extrêmement élevé des MGF en Guinée démontre *de facto* et *a contrario* que les efforts - par ailleurs réels et consistants - des autorités guinéennes pour éradiquer de telles pratiques, n'ont pas les effets escomptés. Dans cette perspective, il ne peut dès lors pas être considéré que les instruments et mécanismes mis en place en Guinée en faveur des personnes exposées à un risque de MGF, offrent actuellement à celles-ci une protection suffisante et effective pour les prémunir de ce risque.

4.3. Les éléments invoqués en la matière par la partie défenderesse dans sa note d'observations ne sont pas de nature à infirmer les considérations qui précèdent : la partie défenderesse s'y limite en effet à rappeler ou paraphraser divers motifs et constats de sa décision.

4.4. En conséquence, il est établi que les deux filles de la partie requérante ont quitté leur pays d'origine et/ou en demeurent éloignées, par crainte de persécutions au sens de l'article 1^{er}, section A, § 2, de la Convention de Genève, en raison de leur appartenance au groupe social des femmes.

5. Nouveaux documents

Les nouveaux documents versés au dossier de procédure ne sont pas de nature à infirmer les considérations qui précèdent.

S'agissant des pièces fournies par la partie requérante (annexes à la requête ; annexes à la note complémentaire inventoriée en pièce 10) :

- les annexes 16, 17 et 18 de la requête ont déjà été analysées sous le point 3.2. *supra* ;
- les annexes 10 et 11 de la requête (certificats médicaux du 29 mai 2012 et du 18 juillet 2012) sont dénuées de portée utile dès lors qu'elles ne sauraient aboutir à une reconnaissance plus étendue de la qualité de réfugié aux deux filles de la partie requérante ;
- les annexes 5 et 6 de la requête ont exclusivement trait à la situation administrative de la partie requérante en Belgique et sont sans intérêt pour l'appréciation de l'espèce ;
- les autres pièces annexées à la requête ont déjà été produites devant la partie défenderesse et sont dès lors prises en compte au titre de pièces du dossier administratif ;
- les divers documents du *GAMS Belgique* joints à la note complémentaire, sont dénués de portée utile dès lors qu'ils ne sauraient aboutir à une reconnaissance plus étendue de la qualité de réfugié aux deux filles de la partie requérante.

S'agissant des pièces fournies par la partie défenderesse (annexes à la note complémentaire inventoriée en pièce 8) :

- le *COI Focus* du 6 mai 2014 consacré aux mutilations génitales en Guinée, conclut en substance que le taux de prévalence des MGF reste extrêmement élevé en Guinée, que leur diminution touche un groupe très limité de personnes, et que la loi qui condamne ces pratiques reste très difficilement appliquée, conclusions qui ne remettent pas en cause le bien-fondé des risques d'excision et de ré-excision invoqués dans le chef des deux filles de la partie requérante ;
- les autres informations produites sont dénuées de portée utile dès lors qu'elles ne sauraient aboutir à un rejet plus étendu des craintes de persécution et risques d'atteintes graves allégués par la partie requérante dans son chef personnel.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La qualité de réfugié est reconnue aux deux filles de la partie requérante.

Article 2

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 3

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le treize juin deux mille quatorze par :

M. P. VANDERCAM,

président,

Mme M. MAQUEST,

greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

M. MAQUEST

P. VANDERCAM